

# L'Actu de la semaine

Du 30 septembre au 4 octobre 2019



FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

*Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.*

## FISCAL

### Sites institutionnels

- [Légifrance](#) : Projet de loi de finances pour 2020.
- [Ministère de l'Economie](#) : Dossier de presse : Projet de loi de finances pour 2020.
- [Ministère de l'Economie](#) : Taxe d'habitation : Gérald Darmanin annonce la deuxième étape de la suppression progressive pour 80 % des foyers les plus modestes.
- [Ministère de l'Economie](#) : PLF 2020 : expérimentation pour améliorer le ciblage des contrôles fiscaux et douaniers.
- [Cnil](#) : Projet de loi de finances 2020 : publication de l'avis de la CNIL sur l'expérimentation permettant la collecte de données sur les plateformes en ligne.
- [France Stratégie](#) : Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital - Premier rapport.

### Jurisprudence

- Taux dérogatoires des cotisations sociales des assurés sociaux non fiscalement domiciliés en France : [Cons. const. 4-10-2019 n° 2019-806 OPC \(communiqué de presse\)](#).

### Au BOFiP-Impôts

- [02/10/2019](#) : DAE - Exercice du droit à l'erreur en matière fiscale - Réduction de moitié du montant de l'intérêt de retard en cas de dépôt d'une déclaration rectificative (loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC), art. 5).

- [02/10/2019](#) : CF - Modalités de remise des sanctions prévues à l'article 1738 du code général des impôts, en cas de non-respect des obligations de télédéclaration ou de télépaiement par les personnes physiques résidant dans les zones dites « blanches » (loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC), art. - 6).

## Au Journal Officiel

- [Avis n° HCFP-2019-3 du 23 septembre 2019](#) relatif aux projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour l'année 2020.
- [Arrêté du 23 septembre 2019](#) fixant le pourcentage de réduction appliqué aux droits à paiement de base en vue de l'alimentation de la réserve régionale Corse en 2019.
- [Arrêté du 27 septembre 2019](#) relatif au calcul des aides personnelles au logement et de la prime de déménagement.
- [Décret n° 2019-1016 du 3 octobre 2019](#) relatif aux redevances aéroportuaires et modifiant le code de l'aviation civile.
- [Arrêté du 27 septembre 2019](#) fixant les montants du paiement redistributif et en faveur des jeunes agriculteurs pour la campagne 2019.

## Union Européenne et International

- [OCDE](#) : La Plateforme de collaboration sur les questions fiscales souhaite recueillir les réactions du public au sujet d'un projet de guide pratique dans le domaine des prix de transfert.
- [OCDE](#) : Le Danemark dépose son instrument d'approbation de la Convention Multilatérale BEPS.
- [OCDE](#) : Montenegro joins international efforts against tax evasion and avoidance.
- [Commission européenne](#) : EU Customs Trader Portal.
- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Acquisition de denrées alimentaires – Déduction de la taxe payée en amont – Refus de déduction – Fournisseur éventuellement fictif – Fraude à la TVA – Exigences relatives à la connaissance de la part de l'acquéreur – Règlement (CE) n° 178/2002 – Obligations de traçabilité de denrées alimentaires et d'identification du fournisseur – Règlements (CE) no 852/2004 et (CE) no 882/2004 – Obligations d'enregistrement des exploitants du secteur alimentaire – Incidence sur le droit à déduction de la TVA : [CJUE 3-10-2019 aff. 329/18](#).
- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Sixième directive 77/388/CEE – Exonérations – Article 13, B, sous d), point 3 – Opérations concernant les paiements – Services fournis par une société à une banque relatifs à l'exploitation de distributeurs automatiques de billets : [CJUE 3-10-2019 aff. 42/18](#).

# SOCIAL

## Sites institutionnels

- [Ministère de l'Économie](#) : Dossier de presse - Projet de loi de Financement de la Sécurité sociale 2020.
- [Ministère de l'Économie](#) : Dossier de presse - Lancement du Plan Epargne Retraite.
- [DARES](#) : Conciliation difficile entre vie familiale et vie professionnelle.
- [Sénat](#) : Sur l'emploi des seniors. Rapport d'information n° 749 (2018-2019) de Mme Monique LUBIN et M. René-Paul SAVARY, fait au nom de la commission des affaires sociales, déposé le 26 septembre 2019.
- [Sénat](#) : Pour un service universel de santé au travail. [Rapport d'information n° 10](#) (2019-2020) de M. Stéphane ARTANO et Mme Pascale GRUNY, fait au nom de la commission des affaires sociales, déposé le 2 octobre 2019.
- [Sénat](#) : La Délégation sénatoriale aux entreprises lance une mission sur les entreprises responsables et engagées
- [Urssaf](#) : Extension de la réduction générale aux contributions patronales d'assurance chômage au 1er octobre 2019.
- [Urssaf](#) : Contribution à la formation professionnelle des artisans « assimilés salariés ».
- [Urssaf](#) : Guides 2019 pour les « créateurs d'entreprise ».
- [COR](#) : Réunion du Conseil du 26 septembre 2019. Auditions de MM. Jean-Paul Delevoye, Haut-Commissaire aux retraites, et Didier Blanchet, Président du CSR.
- [GIP-MDS](#) : Retenue à la source (RAS) des non-résidents.
- [GIP-MDS](#) : La norme 2020 est ouverte sur la plateforme de test.
- [Sécurité sociale](#) : Le rapport de la CCSS de septembre est en ligne.
- [France Stratégie](#) : Appropriation et mise en oeuvre des ordonnances du 22 septembre 2017 réformant le droit du travail.

- [Unédic](#) : Synthèse du bureau de l'Unédic du 24 septembre.
- [BOCC n° 2019/29 du 3 août 2019](#).
- [BOCC n° 2019/31 du 17 août 2019](#).
- [Cnav Circulaire n° 2019-24 du 3 octobre 2019](#) : Accord de sécurité sociale entre la France et le Brésil.

## Jurisprudence

- Taux dérogatoires des cotisations sociales des assurés sociaux non fiscalement domiciliés en France : [Cons. const. 4-10-2019 n° 2019-806 OPC](#) ([communiqué de presse](#)).

## Au Journal Officiel

- [Avis n° HCFP-2019-3 du 23 septembre 2019](#) relatif aux projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour l'année 2020.
- [Décret n° 2019-1004 du 27 septembre 2019](#) relatif aux entrepreneurs de spectacles vivants.
- [Arrêté du 25 septembre 2019](#) délimitant une zone touristique internationale dénommée « Paris La Défense » en application de l'article L. 3132-24 du code du travail.
- [Arrêté du 27 septembre 2019](#) pris en application du code du travail (partie réglementaire) fixant la liste des documents et informations requis en vue de l'exercice de l'activité d'entrepreneur de spectacles vivants.
- [Arrêté du 25 septembre 2019](#) portant agrément de la caisse interprofessionnelle des congés payés de la région parisienne (CICPRP) pour assurer le service des congés payés aux travailleurs intermittents des transports des régions d'Ile-de-France, des Hauts-de-France, du Grand Est, de Normandie, du Centre-Val de Loire, de Bretagne et des Pays de la Loire.
- [Arrêté du 25 septembre 2019](#) portant agrément de la caisse interprofessionnelle des congés payés de la région rhodanienne (CICP2R) pour assurer le service des congés payés aux travailleurs intermittents des transports des régions Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes, et Bourgogne-Franche-Comté.
- [Arrêté du 25 septembre 2019](#) portant agrément de la caisse interprofessionnelle des congés payés de la région méditerranéenne (CICPRM) pour assurer le service des congés payés aux travailleurs intermittents des transports des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie et Corse.
- [Arrêté du 27 septembre 2019](#) fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives pour certains agents chimiques.
- [Décret n° 2019-1011 du 1er octobre 2019](#) relatif au Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (FONPEPS).

## Union Européenne

- [Conseil de l'UE](#) : Soutien aux personnes risquant de perdre leur emploi en cas de Brexit sans accord: le Conseil approuve un projet de mesures d'urgence.
- Politique sociale – Accord-cadre sur le travail à temps partiel – Clause 4 – Principe de non-discrimination – Traitement moins favorable des travailleurs à temps partiel par rapport aux travailleurs à temps plein quant à leurs conditions d'emploi – Interdiction – Législation nationale fixant une durée maximale des relations de travail à durée déterminée plus longue pour les travailleurs à temps partiel que pour les travailleurs à temps plein – Principe du prorata temporis – Directive 2006/54/CE – Égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail – Article 2, paragraphe 1, sous b) – Notion de « discrimination indirecte » fondée sur le sexe – Article 14, paragraphe 1, sous c) – Conditions d'emploi et de travail – Article 19 – Charge de la preuve : [CJUE 3-10-2019 aff. 274/18](#).

# AFFAIRES

## Sites institutionnels

- [AMF](#) : Règlement Prospectus : certaines catégories d'émetteurs ne peuvent plus faire viser de prospectus sur une base volontaire.
- [AMF](#) : L'AMF s'engage aux côtés de nombreux régulateurs à travers le monde pour l'éducation financière et la protection des épargnants.
- [AMF](#) : Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme : le COLB publie l'Analyse nationale des risques (ANR).
- [AMF](#) : La Commission des sanctions de l'AMF sanctionne une société de biotechnologie et son président pour manquement à leur obligation de communiquer dès que possible une information privilégiée ([Décision n° 13 du 1er octobre 2019](#)).

- [ACPR](#) : Décision de la Commission des sanctions n° 2018-08 du 24 septembre 2019 à l'égard de la société Prepaid Financial Services Limited (établissement de monnaie électronique - lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme).
- [ADLC](#) : L'Autorité de la concurrence autorise le rachat du groupe TODD par la société Alliance Automotive France.
- [ADLC](#) : L'Autorité de la concurrence autorise sous conditions la reprise de la société NDIS, et de sa filiale NG Kon Tia, par la société SAFO (groupe Huyghues-Despointes), qui sera conditionnée à une cession préalable à l'acquisition de l'activité de grossiste-importateur.
- [ADLC](#) : Professions réglementées. L'Autorité de la concurrence sanctionne l'Ordre des architectes pour avoir diffusé et rendu obligatoire un barème d'honoraires que les architectes devaient appliquer dans leurs réponses aux marchés publics de maîtrise d'œuvre.
- [Cnil](#) : Projet de loi de finances 2020 : publication de l'avis de la CNIL sur l'expérimentation permettant la collecte de données sur les plateformes en ligne.
- [Observatoire des Tarifs Bancaires](#) : Rapport annuel 2019 ([communiqué de presse](#)).
- [DGCCRF](#) : Pratiques déloyales et trompeuses dans le secteur des énergies renouvelables et de la rénovation thermique ([communiqué de presse](#)).
- [DGCCRF](#) : Publication du rapport annuel 2018 du plan national de contrôles officiels pluriannuel (PNCOPA) 2016-2020.
- [DAJ](#) : OCEP - Recensement économique des contrats de la commande publique 2019 : vous avez jusqu'au 31 mai 2020.
- [DAJ](#) : OCEP - Mise en ligne du questionnaire dédié à la sous-traitance dans les marchés publics par l'OCEP.
- [Circulaire ECOI1927485C du 24-9-2019](#) : Aide exceptionnelle aux entreprises commerciales, artisanales et de services ayant subi d'importantes pertes à la suite de l'organisation du sommet du G7 à Biarritz (64).
- [Commission nationale des sanctions](#) : Décision du 20 août 2019.

## Au Journal Officiel

- [Ordonnance n° 2019-1015 du 2 octobre 2019](#) réformant la régulation des jeux d'argent et de hasard.
- [Décret n° 2019-992 du 26 septembre 2019](#) portant application des articles 14 et 15 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, et relatif à la procédure d'expulsion ainsi qu'au traitement des situations de surendettement.
- [Décret n° 2019-1007 du 30 septembre 2019](#) harmonisant les dispositions réglementaires relatives à la sécurité de certains produits non alimentaires.
- [Décret n° 2019-1012 du 30 septembre 2019](#) autorisant l'Institut national de l'origine et de la qualité à conclure des transactions.
- [Décret n° 2019-1014 du 2 octobre 2019](#) relatif à la fin de la validité des cartes professionnelles de chauffeur de voiture de tourisme et de conducteur de voiture de transport avec chauffeur délivrées avant le 1er juillet 2017.
- [Décret n° 2019-1016 du 3 octobre 2019](#) relatif aux redevances aéroportuaires et modifiant le code de l'aviation civile.
- [Liste](#) des opérateurs de jeux ou paris en ligne agréés au 12 septembre 2019.

## Union Européenne

- [COMMUNICATION DE LA COMMISSION](#) : Orientations relatives à l'interprétation et à l'application de la directive 93/13/CEE du Conseil concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs.
- [Commission européenne](#) : Ententes: la Commission inflige une amende de 31.6 millions d'euros à Coroos et au groupe Cecab pour leur participation à une entente portant sur les légumes en conserve.
- [Commission européenne](#) : De nouvelles règles pour des appareils ménagers plus durables.
- Protection des données - Le placement de cookies requiert le consentement actif des internautes : [CJUE 1-10-2019 aff. 673/17 \(communiqué de presse\)](#).
- Société de l'information - Le droit de l'Union ne s'oppose pas à ce qu'un hébergeur tel que Facebook soit enjoint de supprimer des commentaires identiques et, sous certaines conditions, équivalents à un commentaire précédemment déclaré illicite : [CJUE 3-10-2019 aff. 18/18 \(communiqué de presse\)](#).
- Contrats conclus avec les consommateurs - Dans les contrats de prêt indexé sur une devise étrangère conclus en Pologne, les clauses abusives relatives à l'écart de change ne peuvent pas être remplacées par des dispositions générales du droit civil polonais : [CJUE 3-10-2019 aff. 260/18 \(communiqué de presse\)](#).
- Protection des consommateurs – Clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs – Directive 93/13/CEE – Article 3, paragraphe 1 – Appréciation du caractère abusif des clauses contractuelles – Article 4, paragraphe 2 – Article 5 – Obligation de rédaction claire et compréhensible des clauses contractuelles – Clauses imposant le paiement de coûts pour des services non spécifiés : [CJUE 3-10-2019 aff. 621/17](#).
- Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 1215/2012 – Article 17, paragraphe 1 – Compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs – Notion de "consommateur" – Personne physique effectuant des opérations sur le marché international des changes par l'intermédiaire d'une société de courtage – Règlement (CE) no 593/2008 (Rome I) – Directive 2004/39/CE – Notion de "client de détail" : [CJUE 3-10-2019 aff. 208/18](#).

- Coopération judiciaire en matière civile – Loi applicable aux obligations contractuelles – Exclusion du droit des sociétés du champ d’application de la convention de Rome et du règlement (CE) no 593/2008 (Rome I) – Contrat de fiducie, conclu entre un professionnel et un consommateur, ayant pour seul objectif de gérer une participation en commandite : [CJUE 3-10-2019 aff. 272/18](#).
- Marchés publics – Procédure de passation des marchés publics – Directive 2014/24/UE – Article 57, paragraphe 4 – Motifs facultatifs d’exclusion – Exclusion d’un opérateur économique de la participation à une procédure de passation des marchés publics – Résiliation d’un marché antérieur en raison de sa sous-traitance partielle – Notion de “défaillances importantes ou persistantes” – Portée : [CJUE 3-10-2019 aff. 267/18](#).
- Marchés publics – Directive 2014/24/UE – Article 12, paragraphe 1 – Application dans le temps – Liberté des États membres quant au choix du mode de prestation de services – Limites – Marchés publics faisant l’objet d’une attribution dite “in house” – Opération interne – Chevauchement d’un marché public et d’une opération interne : [CJUE 3-10-2019 aff. 285/18](#).

## IMMOBILIER

### Sites institutionnels

- [SGFGAS](#) : TAUX PLAFONDS DES PC (et des PAS à compter du 1er juillet 2015). Mis à jour le 03/10/2019.
- [FNAIM](#) : Dépôt de garantie des locataires, la FNAIM met en garde contre l’erreur du rapport Nogal.
- [DRIHL](#) : Habitat indigne : deux notes co-écrites par l’Institut Paris Région et la DRIHL.

### Au Journal Officiel

- [Arrêté du 27 septembre 2019](#) relatif au calcul des aides personnelles au logement et de la prime de déménagement.

## CIVIL

### Jurisprudence

- Régimes matrimoniaux : [Cass. 1<sup>er</sup> civ. 3-10-2019 n° 18-20.828 \(n° n°783 FS-P+B+I\)](#).
- Régimes matrimoniaux : [Cass. 1<sup>er</sup> civ. 3-10-2019 n° 18-20.430 \(n° 786 FS-P+B+I\)](#).
- Indivision : [Cass. 1<sup>er</sup> civ. 3-10-2019 n° 18-21.200 \(n° 782 FS-P+B+I\)](#).

### Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-993 du 26 septembre 2019](#) pris en application de l’ordonnance n° 2019-724 du 10 juillet 2019 relative à l’expérimentation de la dématérialisation des actes de l’état civil établis par le ministère des affaires étrangères.

### Union Européenne

- [CEDH](#) : Le système arménien de privation de capacité juridique ne prend pas en compte les besoins individuels.

## DIVERS

- [Élysée](#) : Compte Rendu du Conseil des Ministres du vendredi 27 septembre 2019.

- [Élysée](#) : Compte Rendu du Conseil des Ministres du mercredi 2 octobre 2019.
- [JO Assemblée Nationale n° 40 du 1er octobre 2019.](#)
- [JO Sénat Questions/Réponses n° 39 du 3 octobre 2019.](#)
- [Légifrance](#) : Accédez au site Légifrance modernisé en version bêta ([Guide d'utilisation rapide](#)).
- [France Stratégie](#) : Première réunion du comité d'évaluation de la loi Pacte.